



Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique,
Développement Durable,
Environnement,
Biodiversité,
Technologies Vertes,

Energie, Climat, Transports,
Infrastructures,
Risques Naturels,
Risques Technologiques,
Equipeement, Logement,

Urbanisme,
Aménagement du Territoire,
Solidarité entre les
Territoires,
Renouvellement Urbain, Mer

Comité Technique Ministériel (CTM)

Décrypt-inFO

**Comité Social
d'Administration
reconvoqué du
11 décembre 2023**

**Le rappel des
épisodes
précédents**

ICI



Les points portés par FO en intro

- **Transfert des CPCM à la DGFIP** : le SG a-t-il pris l'attache de son homologue de l'Intérieur qui a décidé d'arrêter les frais ?
→ le DRH confirme les informations de FO, indique ne pas questionner la décision du MTECT de conduire cette réforme, et renvoie à un arbitrage de Matignon. Le DRH s'engage à présenter un bilan intermédiaire à l'occasion du prochain COSUI.
- **Problèmes de paie au Cerema** : FO alerte le ministère qui ne peut s'en désintéresser. → le DRH s'engage à faire un examen global des problèmes avec le DG pour y apporter des réponses concrètes.
- **Police de la publicité** : à quand le (re)cadrage RH ? → le DRH indique que l'instruction RH sera bien signée dans les jours qui viennent.

A retenir des débats

Astreintes dans les lycées professionnels maritimes et à la DICOM

- FO se félicite du retrait du point relatif à la mise en place d'une **astreinte « low cost » dans les Lycées Professionnels Maritimes**, en l'attente d'un travail sérieux sur le sujet.
- **Direction de la communication** : face à la liste des points nébuleux et sujets à traiter, l'administration prend de premiers engagements en réponse à nos demandes :
 - clarification des missions et nombre d'agents mobilisés.
 - report de calendrier de mise en place au 1^{er} février 2024.
 - mise en place d'une formation qualifiante.
 - mise en place d'un suivi semestriel.

FO prend acte de ces premiers signaux en s'abstenant, et renvoie la suite des débats au niveau du CSA d'Administration Centrale en matière de déconnexion, de volontariat, de définition de l'urgence/crise, d'intégration dans les contrats... Plus généralement, en réponse à la revendication de FO en particulier, **le DRH confirme le portage par le MTECT d'un chantier de revalorisation de l'astreinte** en interministériel.

Textes statutaires créant des corps propre à l'IGN

- Des avancées techniques minimales, mais le principe de l'isolement de l'IGN et l'archipélisation ministérielle subsistent. **FO confirme son opposition aux textes transférant de fait la gestion des agents au seul DG de l'IGN.**